

# Faut-il toujours chercher à réduire le déficit budgétaire ?

Quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements s'enorgueillissent de diminuer le déficit public. Mais est-ce toujours une bonne chose de chercher à le réduire ?

**L**e solde budgétaire est égal à la différence entre les recettes et les dépenses publiques (Etat central, caisses de la Sécurité sociale et collectivités territoriales). Les premières découlent principalement des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), tandis que l'on peut distinguer parmi les secondes celles qui sont liées au fonctionnement des administrations (traitement des fonctionnaires inclus), aux investissements (construction d'infrastructures comme les écoles ou hôpitaux) et aux prestations sociales. Si les recettes excèdent les dépenses, on parle d'excédent ; dans le cas contraire, de déficit. La plupart des Etats sont aujourd'hui en déficit chronique, à commencer par les Etats-Unis, sans que cela ne remette en cause leur viabilité.

## L'effet multiplicateur

Au contraire, il s'agit même là d'un des principaux moteurs de l'activité économique, ainsi que l'a notamment bien mis en évidence John Maynard Keynes. Partant du constat trivial suivant lequel les dépenses des uns sont les recettes des autres, mais aussi de

l'hypothèse suivant laquelle les entreprises fixent leur niveau de production, et donc d'emploi, en vertu de la demande effective\*, l'économiste britannique a popularisé l'idée du multiplicateur budgétaire. C'est-à-dire qu'un euro de dépenses publiques supplémentaire (ou de diminution des prélèvements obligatoires) entraîne une augmentation plus que proportionnelle du produit intérieur brut (PIB). Et ce, en vertu du fait que l'accroissement des commandes publiques ou du pouvoir d'achat des agents publics va se traduire par un gonflement du carnet de commandes de certaines firmes, qui vont alors investir et embaucher pour satisfaire cette demande supplémentaire, générant alors elles-mêmes une hausse de la demande par leurs achats de biens d'équipement et la hausse de leur masse salariale, et ainsi de suite.

Un tel cercle vertueux n'est cependant pas infini, car il comporte des « fuites ». Une partie du revenu supplémentaire distribué va en effet être épargnée par les ménages plutôt que consommée tout de suite. C'est pour cela que le mécanisme du multiplicateur budgétaire est d'autant plus efficace que la propension marginale à consommer\* est élevée (ou la propension à épargner est faible). Dans la mesure où celle-ci diminue avec le niveau de richesse, il peut sembler judicieux de cibler



Mener des **politiques d'austérité** en période de crise fait entrer dans un cercle vicieux

Chantier du Grand Paris Express, à Cachan (Val-de-Marne). Un euro de dépenses publiques supplémentaire entraîne une augmentation plus que proportionnelle du PIB.

## Les deux facettes du déficit budgétaire



autant que faire se peut les dépenses ou les baisses d'impôts sur les plus bas revenus et les ménages les moins dotés en patrimoine.

### Un mécanisme sensible à la conjoncture

Le multiplicateur joue dans les deux sens : une baisse des dépenses et/ou une hausse des prélèvements obligatoires ont un impact négatif sur la croissance plus que proportionnel. D'où le fait qu'il est peu judicieux

de mener de telles politiques, dites d'austérité, en période de crise. On entre même là dans un cercle vicieux, cette fois, étant donné que les recettes et les dépenses publiques sont en grande partie indexées sur le niveau de croissance : un ralentissement, voire un recul, de l'activité signifie en effet une baisse des revenus et des bénéfices des firmes, donc des prélèvements obligatoires, et une augmentation de certaines dépenses, comme l'indemnisation de chômeurs plus nombreux.

Il est donc nécessaire de prendre en compte le fait que la valeur du multiplicateur varie en fonction de la position dans le cycle économique. En bas de cycle (récession), le multiplicateur est élevé : un plus grand déficit public entraîne une baisse du chômage, en raison de l'importance des capacités de production non exploitées par les entreprises (faible taux d'utilisation et importance du chômage), ce qui permet une hausse rapide de la production. Tandis qu'en période d'expansion, une hausse du déficit public entraîne une hausse de la demande qui aura surtout un effet inflationniste, les entreprises ne pouvant répondre immédiatement par une hausse de la production (les nouveaux investissements prennent du temps). Ce qui va dégrader la compétitivité-prix des produits nationaux et favoriser les importations, donc dégrader la balance commerciale.

Reste un dernier point que les partisans de l'austérité budgétaire n'ont pas tort de souligner : une accumulation de déficits creuse la dette publique, augmente les dépenses de remboursement et contribue à détériorer l'équilibre du budget. Car c'est bien connu : on ne prête qu'aux riches, et plus on s'endette, plus les intérêts ont tendance à s'élever.

Tout dépend en fait des créanciers : la dette publique du Japon frôle ainsi les 250 % du PIB sans que cela soit considéré comme une affaire d'Etat. En effet, celle-ci est détenue pour l'essentiel par la population nationale et échappe aux vicissitudes des marchés financiers. Les pays qui inspirent confiance aux prêteurs, comme la France, peuvent également emprunter durablement avec des taux d'intérêt bas, tant que les déficits sont contenus.

Une chose est sûre, il importe d'aller voir au-delà du solde budgétaire. La question principale est celle de la composition des dépenses et des recettes, traduction de nos choix collectifs en matière de fiscalité et de services publics.

■ Igor Martinache



> **Demande effective** : anticipation de la demande future (consommation, investissement et exportations) par les entrepreneurs qui déterminent leur production actuelle. On parle aussi de demande anticipée.  
> **Propension marginale à consommer** : part d'un revenu supplémentaire utilisée pour une consommation supplémentaire. Si la propension marginale à consommer est haute, une hausse du revenu entraîne une hausse importante de la consommation.

#### > en savoir plus

> « **Petit précis de politique budgétaire par tous les temps** », par Jérôme Creel, Eric Heyer et Mathieu Plane, *Revue de l'OFCE* n° 116, janvier 2011, <https://ic.cx/M32p>

> « **Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités** », par Pierre Madec, Mathieu Plane et Raoul Sampognaro, *OFCE Policy Brief* n° 30, janvier 2018, <https://ic.cx/P2dU>

> **Dette publique : sortir du catastrophisme**, par Bruno Tinel, *Raisons d'agir*, 2016.